

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

18 Avril 2012 – N° 288

Zone euro : l'erreur de conception est l'oubli de l'hétérogénéité structurelle ; elle peut conduire à l'éclatement de l'euro

La zone euro est aujourd'hui construite comme une Union Monétaire entre pays semblables : absence de fédéralisme et de transferts publics entre les pays, règles fiscales uniformes. Or cette construction est incompatible avec les multiples hétérogénéités entre les pays de la zone euro :

- *hétérogénéité des niveaux de revenu et de prix, ce qui conduit normalement, avec la convergence, à des taux d'inflation différents par des besoins en croissance et en investissements publics différents ;*
- *hétérogénéité des dotations en facteurs de production : qualification de la main d'œuvre, intensité capitaliste, effort d'innovation, d'où la différence entre les taux de croissance à moyen terme et les spécialisations productives différentes ;*
- *hétérogénéité des fonctionnements des marchés du travail d'où une divergence des évolutions de la compétitivité-coût ;*
- *avec les spécialisations productives différentes (en particulier plus ou moins industrielle), hétérogénéité des situations des balances courantes.*

Ces diverses hétérogénéités sont incompatibles avec des règles et des institutions fondées sur l'homogénéité des pays de la zone euro et qui supposent implicitement des taux de croissance et d'inflation voisins, des compétitivités-prix évoluant parallèlement, le même besoin de dépenses publiques, l'absence de déficits ou d'excédents extérieurs. L'application de ces règles et institutions fondées sur la similitude des pays provoque aujourd'hui la divergence des situations économiques, en particulier du chômage et des taux d'intérêt, qui met en cause la survie de l'euro.

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteur :

Patrick ARTUS

Les règles et les institutions de la zone euro sont fondées sur l'idée d'homogénéité des pays de la zone euro

La zone euro est **une Union Monétaire** :

- **sans fédéralisme** (absence de transferts publics significatifs entre les pays, absence de budget commun, d'émissions communes des Etats) ;
- **avec des règles communes**, en particulier dans le domaine budgétaire avec la mise en place de la Règle d'or (absence de déficit public structurel).

Avoir les mêmes taux d'intérêt, le même taux de change, les mêmes règles budgétaires, en l'absence de fédéralisme suppose :

- **que les pays de la zone euro aient à peu près la même croissance et la même inflation**, sinon l'inadaptation de la politique monétaire commune ne pourra pas être compensée par des politiques budgétaires différentes ou par des transferts entre pays liés au fédéralisme ;
- **que les pays de la zone euro aient à peu près la même évolution de la compétitivité-coût**, puisque des écarts entre ces évolutions ne pourraient pas être corrigés par les mouvements des taux de change ;
- **que les pays de la zone euro aient à peu près les mêmes besoins en investissements publics**, puisque les déficits budgétaires structurels doivent être partout nuls ;
- **que les pays de la zone euro n'aient ni excédent ni déficit extérieur**, puisque, en l'absence de fédéralisme, ceci conduirait à une divergence des actifs et dettes extérieurs, donc à la perte de solvabilité des pays déficitaires et à des crises de balance des paiements.

Compte tenu des institutions, il faut donc que les pays de la zone euro aient les mêmes taux de croissance et d'inflation ; les mêmes évolutions de la compétitivité, les mêmes besoins d'investissement public, des balances courantes équilibrées.

Or les diverses hétérogénéités de la zone euro excluent que ce soit le cas

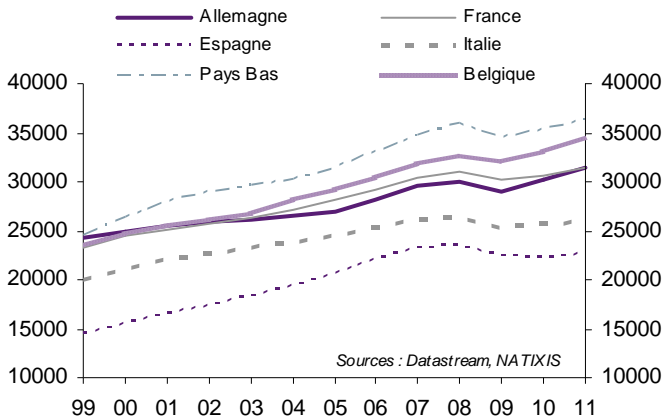
Or, **l'égalité des taux de croissance et d'inflation, la similitude des évolutions de la compétitivité et des besoins d'investissement publics, l'équilibre des balances courantes sont impossibles compte tenu des multiples hétérogénéités entre les pays de la zone euro**, que nous allons maintenant détailler.

(1) Hétérogénéité des niveaux de revenu et de prix

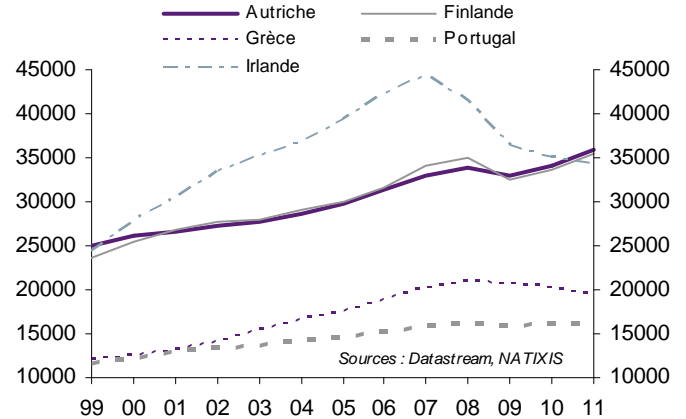
Les **graphiques 1 a/b** montrent les **niveaux de PIB par tête** de pays de la zone euro, les **graphiques 2 a/b leur niveau de prix relativement à l'Allemagne**.

Les écarts de revenu par tête sont de 1 à 2,2 ; les écarts de prix de 1 à 1,5.

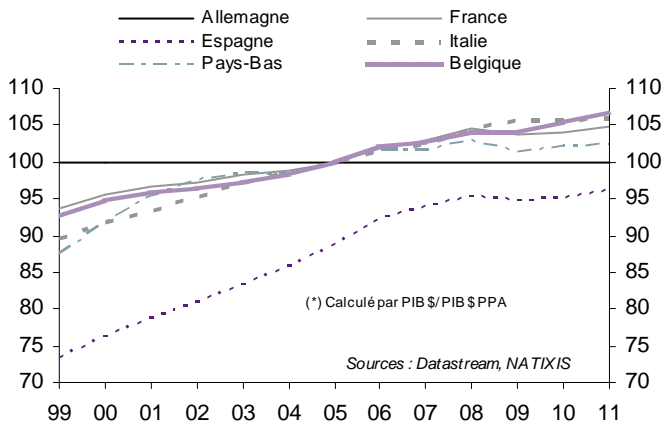
Graphique 1a
PIB par tête (en euros)



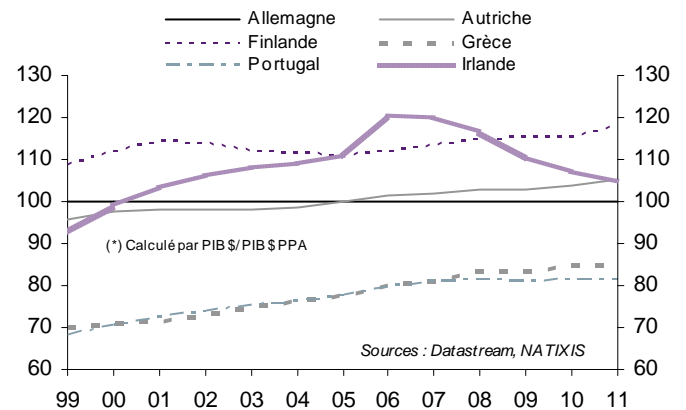
Graphique 1b
PIB par tête (en euros)



Graphique 2a
Niveau de prix* (100 = Allemagne)



Graphique 2b
Niveau de prix* (100 = Allemagne)

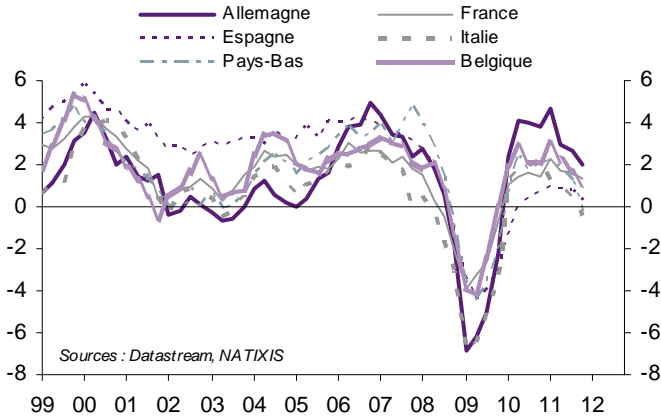


Dans une Union Monétaire, on s'attend à ce qu'il ait convergence. Si les niveaux de revenu par tête et de prix sont initialement tous différents, il y aura de **fortes différences entre les taux de croissance et les taux d'inflation (graphiques 3 a/b/c/d/e/f)** ; jusqu'à la crise, effectivement, la croissance en valeur était forte dans les pays en rattrapage : Irlande, Grèce, Espagne, mais pas au Portugal.

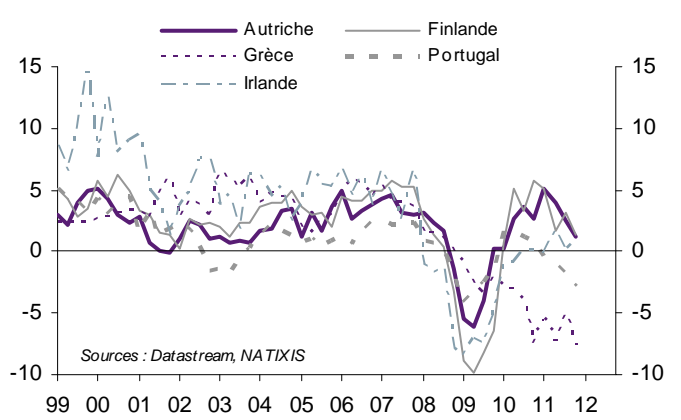
Ces différences entre les taux de croissance et d'inflation sont déstabilisantes s'il y a politique monétaire unique et similitude des politiques budgétaires. L'hétérogénéité est alors amplifiée : pour un pays avec par exemple une croissance nominale plus faible que la moyenne, la politique monétaire commune est trop restrictive et ceci ne peut pas être corrigé par une politique budgétaire plus expansionniste.

L'hétérogénéité des niveaux de revenu par tête peut aussi conduire à des **niveaux différents des investissements publics nécessaires (graphiques 4 a/b), ce qui est difficile à obtenir avec une règle budgétaire commune** (l'absence de déficit public structurel).

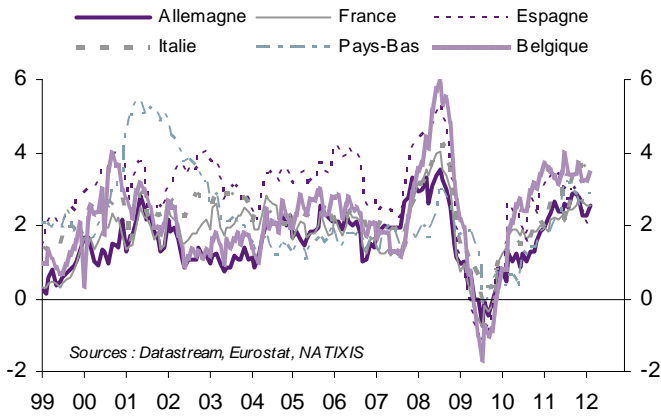
Graphique 3a
Croissance du PIB (volume, GA en %)



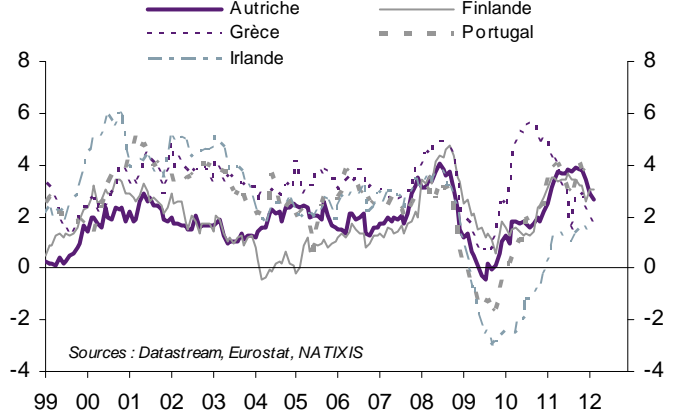
Graphique 3b
Croissance du PIB (volume, GA en %)



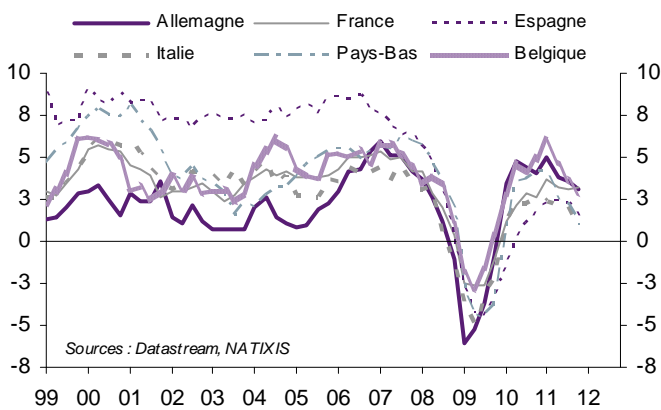
Graphique 3c
Inflation (CPI harmonisé, GA en %)



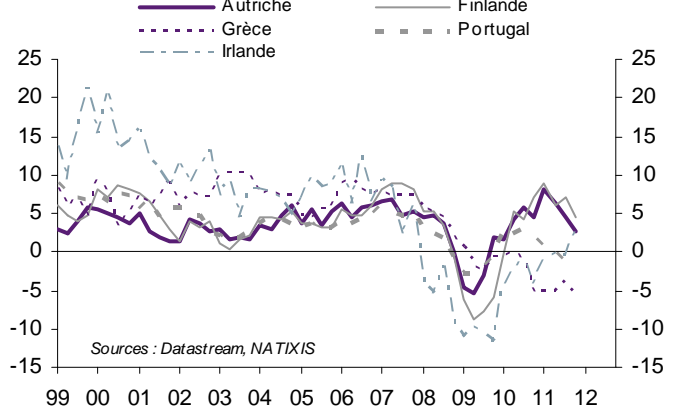
Graphique 3d
Inflation (CPI harmonisé, GA en %)



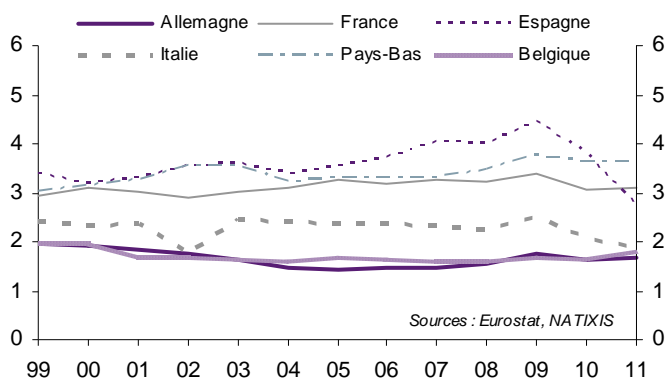
Graphique 3e
PIB en valeur (GA en %)



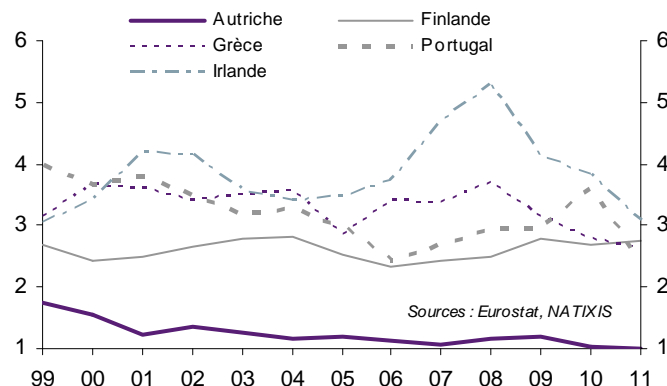
Graphique 3f
PIB en valeur (GA en %)



Graphique 4a
Taux d'investissement public
(valeur, en % du PIB)



Graphique 4b
Taux d'investissement public
(valeur, en % du PIB)



(2) Hétérogénéité des dotations en facteurs de production

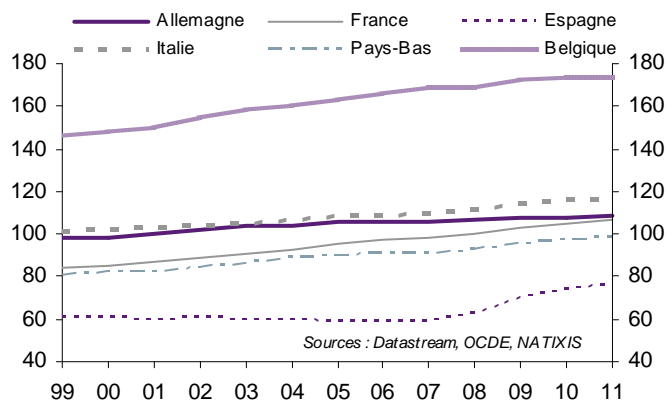
Les pays de la zone euro sont caractérisés :

- par des niveaux de qualification très différents de la population active (tableau 1) ; la proportion de non qualifiés est élevée en Espagne, en Italie, au Portugal, en Grèce ;
- par des intensités capitalistiques très différentes (graphiques 5 a/b), allant de 1 à 3 ;
- par des efforts d'innovation très différents (tableaux 2 a/b) ; il est faible en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Italie.

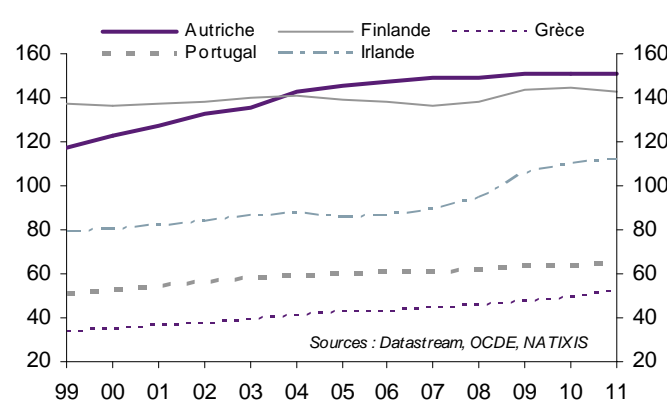
Cette hétérogénéité des dotations en facteurs de production conduit :

- à une hétérogénéité des gains de productivité (graphiques 6 a/b) donc des taux de croissance potentielle, ce qui renforce le point fait plus haut. La productivité a peu progressé depuis 1999 en Espagne, en Italie, en France, au Portugal, mais aussi en Allemagne et aux Pays-Bas ;
- à des spécialisations productives différentes, point que nous analysons plus loin.

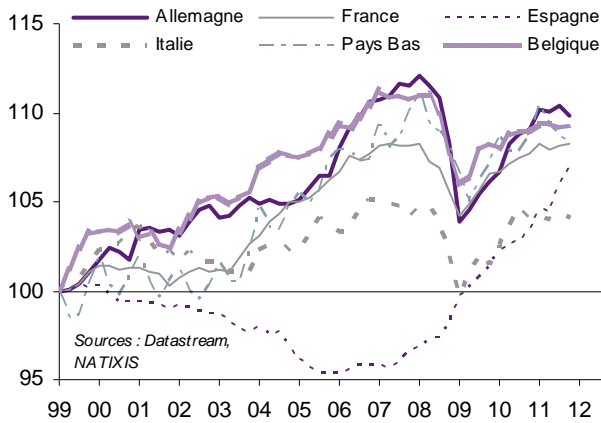
Graphique 5a
Capital net des entreprises par tête en volume
(en milliers d'euros)



Graphique 5b
Capital net des entreprises par tête en volume
(en milliers d'euros)



Graphique 6a
Productivité par tête (100 en 1999:1)



Graphique 6b
Productivité par tête (100 en 1999:1)

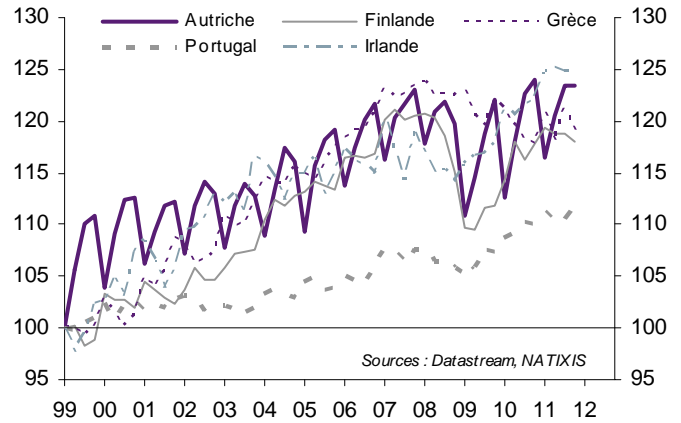


Tableau 1
Structure population active par niveau d'éducation

en %	Allemagne			France			Espagne			Italie		
	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire
1999	19	58	23	38	40	21	65	14	21	58	33	9
2000	18	58	23	37	41	22	62	16	23	58	33	9
2001	17	59	23	36	41	23	60	16	24	57	33	10
2002	17	60	23	35	41	24	59	17	24	56	34	10
2003	17	59	24	35	41	24	57	18	25	52	38	10
2004	16	59	25	34	41	24	55	19	26	51	37	12
2005	17	59	25	33	41	25	51	21	28	50	38	12
2006	17	59	24	33	41	26	50	21	28	49	38	13
2007	16	60	24	31	42	27	49	22	29	48	39	14
2008	15	60	25	30	43	27	49	22	29	47	39	14
2009	15	59	26	30	41	29	48	22	30	46	40	15

Sources : Regards sur l'éducation 2011 (OCDE)

en %	Portugal			Grèce			Irlande			Autriche		
	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire
1999	81	10	9	52	31	17	45	35	20	25	61	14
2000	81	11	9	51	31	18	54	28	19	24	62	14
2001	80	11	9	50	32	18	45	32	24	23	63	14
2002	80	11	9	48	33	19	40	35	25	22	64	15
2003	77	12	11	47	34	19	38	35	26	21	64	15
2004	75	13	13	44	35	21	37	35	28	20	62	18
2005	74	14	13	43	36	21	35	35	29	19	63	18
2006	72	14	13	41	37	22	34	35	31	20	63	18
2007	73	14	14	40	37	23	32	35	32	20	63	18
2008	72	14	14	39	38	23	31	36	34	19	63	18
2009	70	15	15	39	38	24	28	36	36	18	63	19

Sources : Regards sur l'éducation 2011 (OCDE)

Tableau 1 (suite)
Structure population active par niveau d'éducation

en %	Belgique			Finlande			Pays-Bas		
	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire
1999	43	31	27	28	40	31	45	32	23
2000	41	31	27	27	41	32	35	41	23
2001	41	32	28	26	42	32	35	42	23
2002	39	33	28	25	42	33	32	43	25
2003	38	33	29	24	43	33	31	42	28
2004	36	34	30	22	43	34	29	41	30
2005	34	35	31	21	44	35	28	42	30
2006	33	35	32	20	44	35	28	42	30
2007	32	36	32	19	44	36	27	42	31
2008	30	37	32	19	44	37	27	41	32
2009	29	37	33	18	45	37	27	41	33

Sources : Regards sur l'éducation 2011 (OCDE)

Tableau 2a
Dépenses de R&D totales (en % du PIB)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	2,41	2,47	2,47	2,50	2,54	2,50	2,51	2,54	2,53	2,69	2,82	2,82
Pays Bas	1,98	1,94	1,93	1,88	1,92	1,93	1,90	1,88	1,81	1,77	1,82	1,83
Belgique	1,93	1,97	2,07	1,94	1,87	1,86	1,83	1,86	1,89	1,97	2,03	1,99
Autriche	1,89	1,93	2,05	2,12	2,24	2,24	2,46	2,44	2,51	2,67	2,72	2,76
Finlande	3,17	3,35	3,32	3,36	3,44	3,45	3,48	3,48	3,47	3,70	3,92	3,87
France	2,16	2,15	2,20	2,24	2,18	2,16	2,11	2,11	2,08	2,12	2,26	2,26
Espagne	0,86	0,91	0,92	0,99	1,05	1,06	1,12	1,20	1,27	1,35	1,39	1,39
Italie	1,02	1,04	1,08	1,12	1,10	1,09	1,09	1,13	1,17	1,21	1,26	1,26
Grèce	0,60	0,59	0,58	0,57	0,57	0,55	0,59	0,58	0,58	0,58	0,57	..
Portugal	0,69	0,73	0,77	0,73	0,71	0,75	0,78	0,99	1,17	1,50	1,64	1,59
Irlande	1,17	1,11	1,09	1,09	1,16	1,22	1,24	1,24	1,28	1,45	1,74	1,79

Sources : OCDE, EUROSTAT

Tableau 2b
Nombre de brevets triadiques (par million d'habitants)

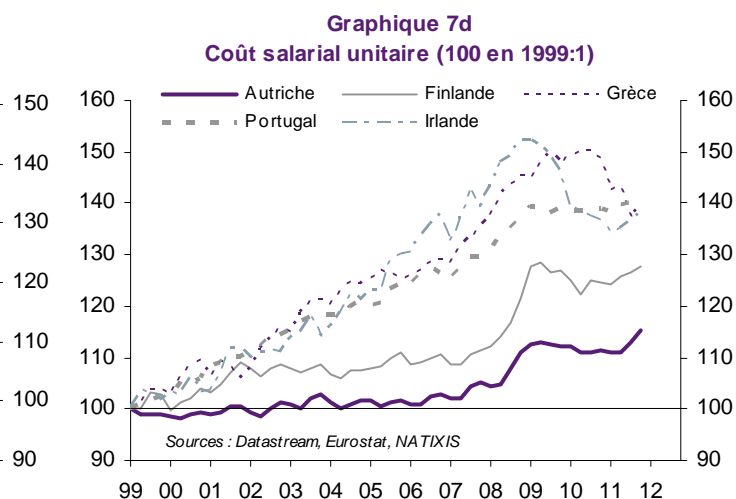
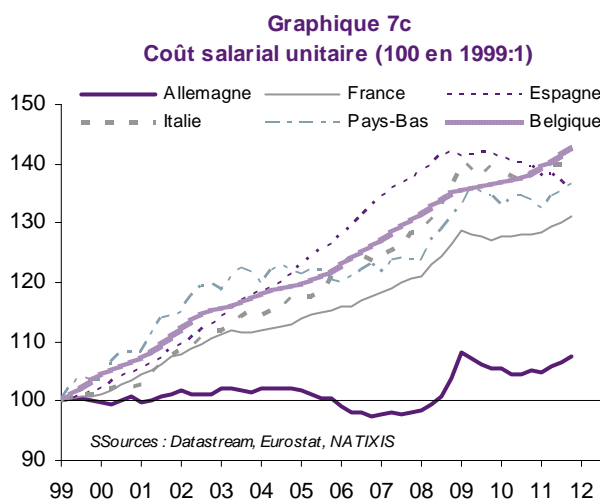
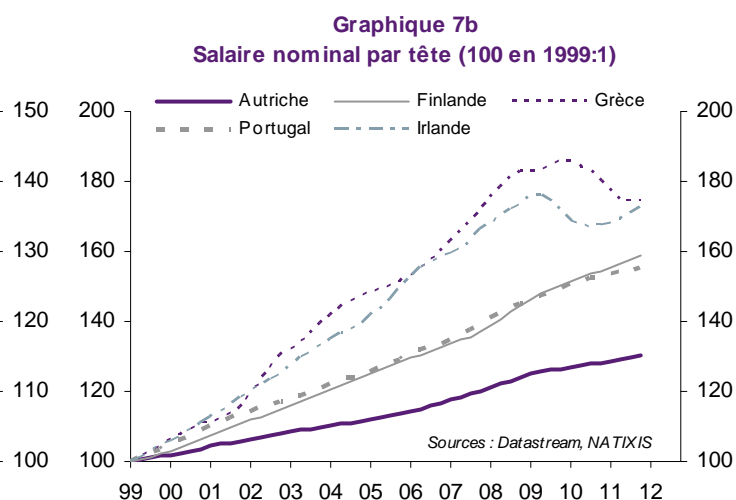
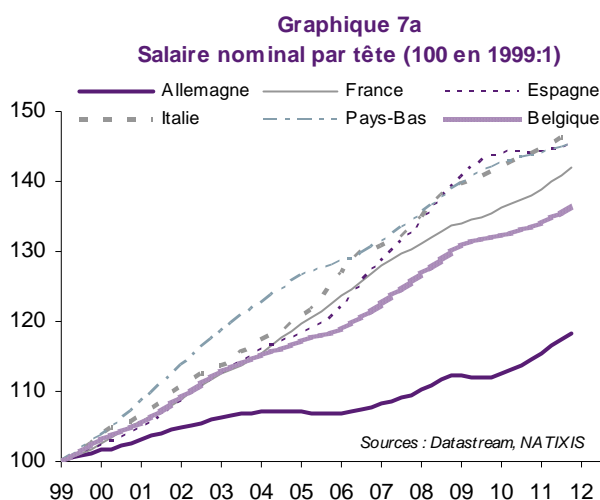
Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	77,82	75,87	75,63	74,22	69,42	69,00	69,84	73,72	73,39	71,13	70,01
Pays-Bas	55,38	73,56	88,16	75,93	74,49	63,91	59,47	63,44	57,63	58,44	55,90
Belgique	41,28	35,74	32,85	32,80	33,04	40,43	39,74	43,04	40,63	38,43	36,41
Autriche	33,53	31,85	33,13	33,54	34,32	46,12	51,87	53,85	51,39	50,05	50,29
Finlande	95,96	69,28	62,79	49,00	57,60	65,33	65,61	66,84	68,03	66,58	64,40
France	38,04	37,50	36,93	38,26	36,40	39,11	38,02	39,72	40,45	40,02	39,97
Espagne	2,86	3,73	4,03	4,07	3,91	5,11	5,13	4,98	5,46	5,55	5,59
Italie	13,45	11,47	11,98	11,45	12,13	13,32	12,74	13,26	12,93	12,63	12,36
Grèce	1,04	0,85	0,57	0,85	1,13	0,86	1,37	1,31	1,29	1,21	1,05
Portugal	0,50	0,40	0,60	0,70	0,90	0,65	1,22	1,58	2,33	2,03	2,02
Irlande	14,92	11,06	13,02	11,85	12,23	17,32	18,63	18,61	18,37	19,06	18,49

Source : Principaux indicateurs de la science et de la technologie 2011

(3) Hétérogénéité des fonctionnements des marchés du travail

Les fonctionnements des marchés du travail sont différents entre les pays de la zone euro (nature différente des négociations, effets différents du chômage sur les salaires, règles différentes d'indemnisation du chômage...) ce que révèlent les évolutions différentes des salaires (graphiques 7a/b) et des coûts salariaux unitaires (graphiques 7 c/d).

Cette divergence des coûts salariaux ne peut bien sûr pas être corrigée par les taux de change, et amplifie le problème suivant qui est l'apparition des déséquilibres extérieurs.



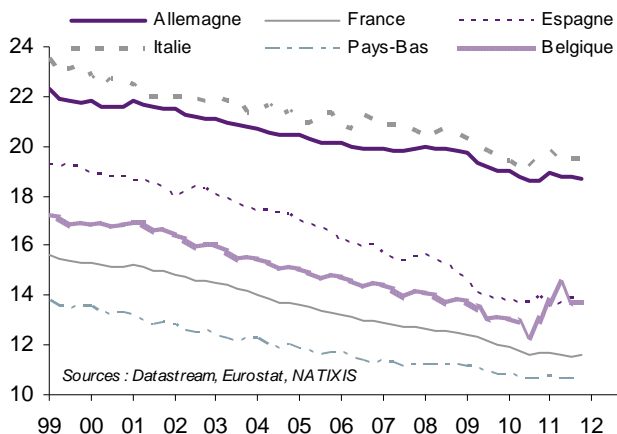
(4) Hétérogénéité des situations des balances courantes

L'hétérogénéité des dotations en facteurs de production des pays de la zone euro conduit à une hétérogénéité des spécialisations productives, en particulier à l'apparition de pays fortement industriels et de pays désindustrialisés (graphiques 8 a/b/c/d).

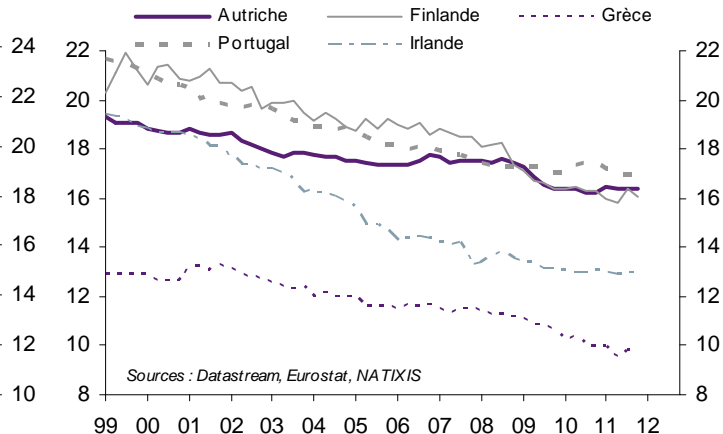
Cette diversité des spécialisations productives et des poids de l'industrie conduit évidemment à **la diversité des situations des balances courantes (graphiques 9 a/b).**

Le problème est ici clair : **en l'absence de fédéralisme, la divergence des situations des balances courantes est insupportable car elle conduit à la divergence des actifs et dettes extérieures (graphiques 10 a/b).**

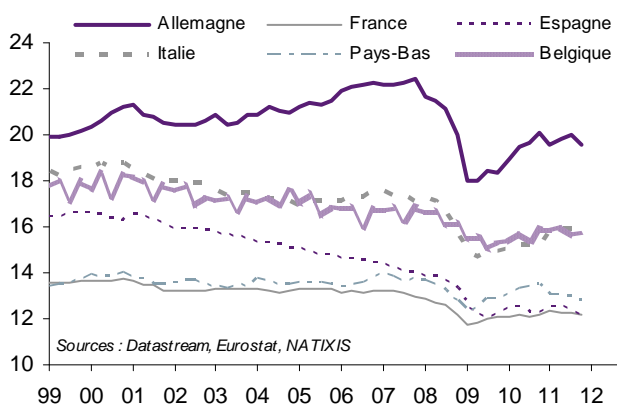
Graphique 8a
Emploi manufacturier (en % du total)



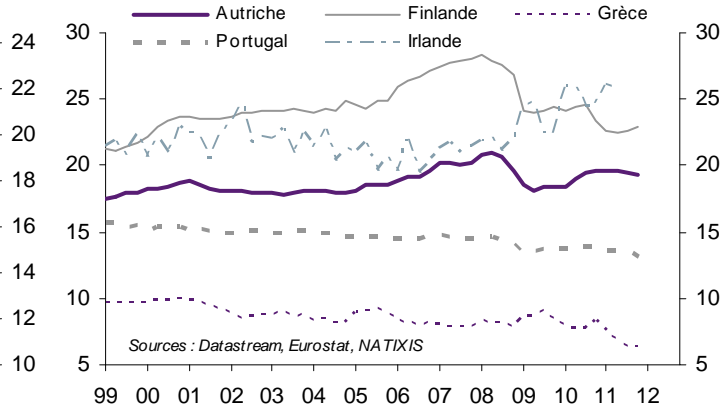
Graphique 8b
Emploi manufacturier (en % du total)



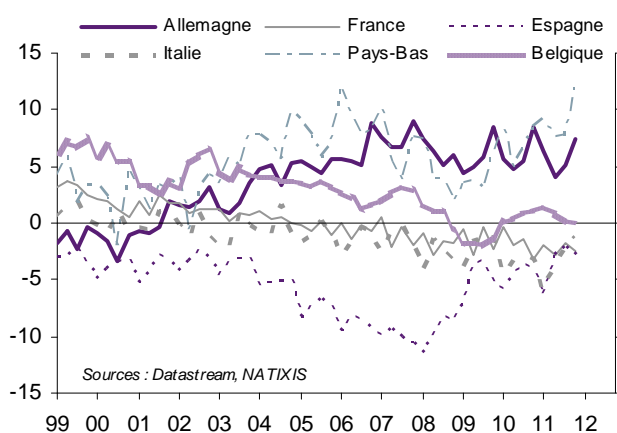
Graphique 8c
Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (en volume, en % du PIB)



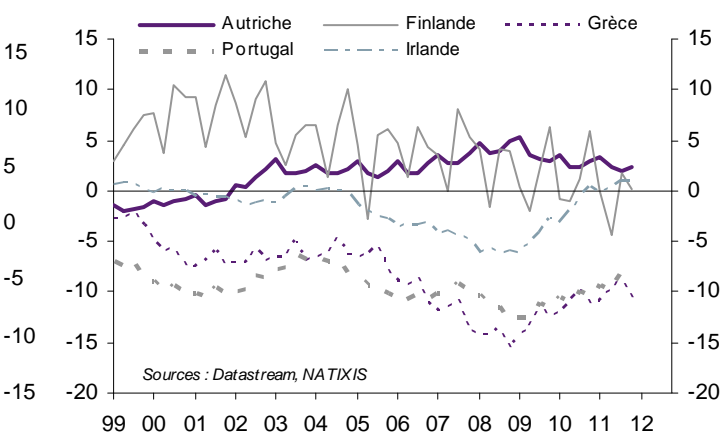
Graphique 8d
Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier (en volume, en % du PIB)



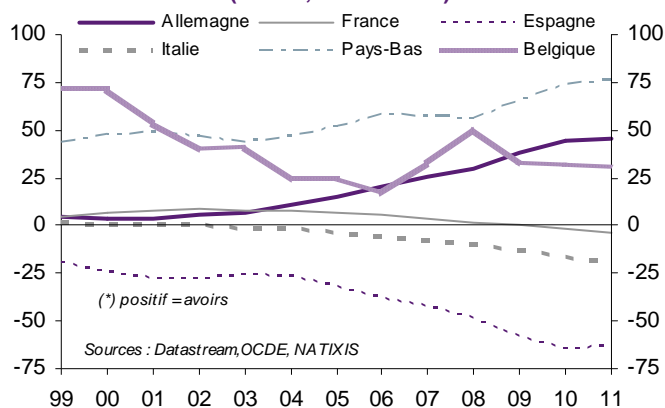
Graphique 9a
Balance courante (en % du PIB)



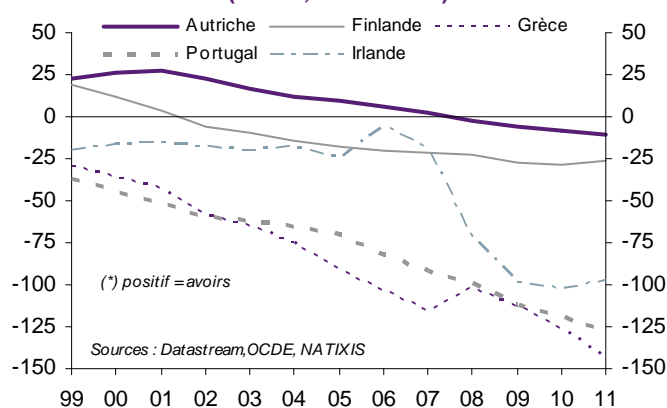
Graphique 9b
Balance courante (en % du PIB)



Graphique 10a
Actifs ou dettes nets extérieurs*
(valeur, en % du PIB)



Graphique 10b
Actifs ou dettes nets extérieurs*
(valeur, en % du PIB)



Synthèse : une dynamique explosive ?

Nous l'avons vu plus haut, **les institutions et règles de la zone euro sont adaptées à une situation où les pays membres seraient homogènes alors qu'il y a de multiples causes de divergence (d'hétérogénéité) entre ces pays :**

- différences initiales entre les niveaux de revenu et de prix, donc **hétérogénéité des taux de croissance et d'inflation** impossible à corriger ; en particulier les investissements publics sont contraints par la règle budgétaire ;
- **hétérogénéité des dotations en facteurs de production**, donc de la croissance potentielle et des spécialisations productives ;
- différences entre les fonctionnements des marchés du travail, donc **hétérogénéité des évolutions des coûts salariaux** ;
- hétérogénéité des structures productives, donc apparition **d'excédents et de déficits chroniques des balances courantes**.

Cet ensemble d'hétérogénéités est inquiétant pour la zone euro :

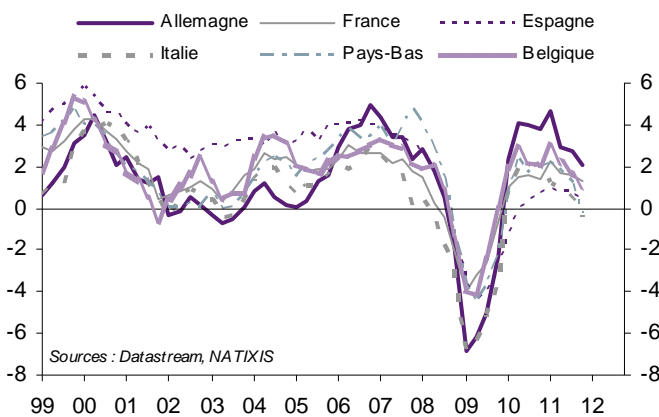
- avec la politique monétaire commune, l'absence de fédéralisme, les règles budgétaires communes, **les divergences de croissance s'amplifient** : les pays en croissance faible ont une politique monétaire restrictive qui n'est corrigée par rien. Cette divergence des taux de croissance se faisait en faveur des pays du Sud de 2002 à 2006, se fait aujourd'hui en faveur de l'Allemagne (**graphiques 11 a/b**) ;
- **les pays ayant connu une dégradation de leur compétitivité-coût ou désindustrialisés ont des déficits extérieurs que ni le taux de change ni le fédéralisme ne peuvent corriger**.

Ceci conduit :

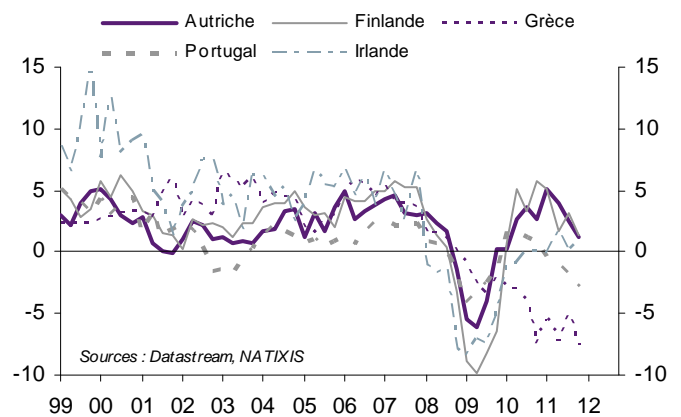
- soit à des crises d'excès d'endettement extérieur (à des crises de balance des paiements), d'où la hausse forte des taux d'intérêt dans les pays ayant des déficits extérieurs (Espagne, Italie, Grèce, Portugal, Irlande, graphiques 12 a/b),
- soit à la nécessité dans les pays ayant des déficits extérieurs de réduire fortement la demande intérieure, seul moyen subsistant de réduire le déficit extérieur, d'où la forte hausse du chômage dans ces pays (graphiques 13 a/b).

On voit bien que le conflit entre des institutions conçues pour des pays homogènes et l'hétérogénéité forte des pays menace l'existence de l'euro puisque ce conflit entraîne la divergence des taux de croissance, la hausse insupportable des taux d'intérêt et du chômage dans les pays ayant des déficits extérieurs.

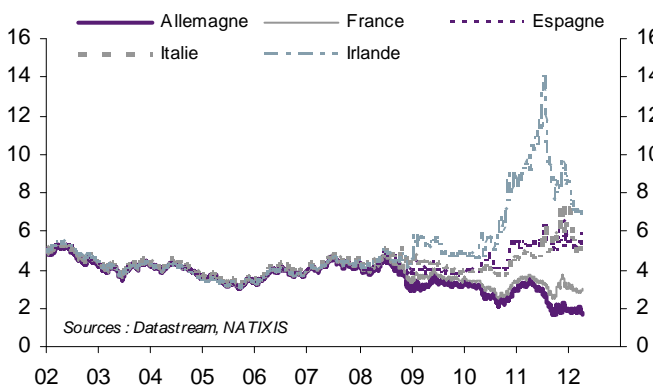
Graphique 11a
Croissance du PIB (volume, GA en %)



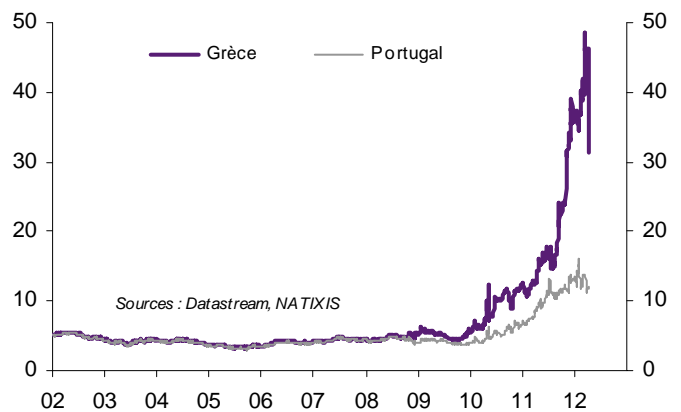
Graphique 11b
Croissance du PIB (volume, GA en %)



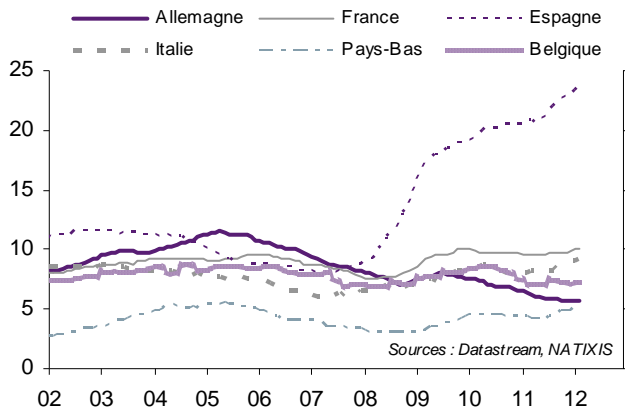
Graphique 12a
Taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'Etat



Graphique 12b
Taux d'intérêt à 10 ans sur les emprunts d'Etat



Graphique 13a
Taux de chômage



Graphique 13b
Taux de chômage

